COMPTE RENDU



Quelle recherche sur la transformation écologique et sociale ?

Compte rendu du colloque interdisciplinaire tenu à l'UNIL, les 8 et 9 février 2023

Le Centre de compétence en durabilité (CCD) est un service créé par la direction de l'Université de Lausanne en 2019, qui sert l'objectif de renforcer l'enseignement sur la durabilité, de stimuler les recherches interdisciplinaires et les collaborations récurrentes avec la société civile.

Dunia Brunner
Jean-André Davy-Guidicelli
Johann Recordon
Augustin Fragnière

Centre de compétences en durabilité

Ces deux journées de recherche, essentiellement internes à l'Université de Lausanne (UNIL), mais avec la participation de chercheuses et chercheurs externes invité·e·s, s'inscrivaient dans la volonté du Centre de compétences en durabilité (CCD) de l'UNIL de poser un premier jalon dans l'élaboration d'un programme de recherche interdisciplinaire portant sur la transformation écologique et sociale.

Publié le 30 mars 2023 · Contact : augustin.fragniere@unil.ch · Mis en page par Niccolò Panozzo



Introduction

Les objectifs plus spécifiques poursuivis par ce colloque étaient notamment :

- d'identifier les thématiques transversales permettant une recherche inter- ou transdisciplinaire ;
- de discuter des apports possibles des différentes disciplines à la recherche sur ce thème ;
- de se questionner sur les approches les plus à même d'avoir un impact transformatif ;
- d'initier une collaboration et des échanges avec des chercheuses et chercheurs externes invité·e·s.

Le programme de recherche en création, dont les axes de recherche seront nourris par les réflexions apportées durant le colloque, s'intéressera particulièrement au "chemin de transformation". En effet, le diagnostic de la non-durabilité du fonctionnement actuel de nos sociétés est largement documenté et de nombreuses recherches proposent une vision relativement claire de l'objectif à atteindre (bien que celui-ci se décline en plusieurs modèles normatifs possibles – p. ex. Donut, limites planétaires, SDGs, etc.). Pour autant, les trajectoires socio-économiques actuelles ne semblent pas bifurquer en direction de cet objectif. Dans ce contexte, il semble pertinent de se focaliser sur l'étude du processus de changement, des contraintes et obstacles qui le ralentissent et surtout, des instruments de diverses natures permettant le dépassement de ces contraintes. Comment atteindre cet objectif de durabilité compte tenu de la complexité des sociétés contemporaines et des multiples enjeux (politiques, juridiques, économiques, psychologiques, sociaux, éthiques, techniques, etc.) auxquels la transformation écologique et sociale devra répondre ?

Le présent compte rendu se concentre essentiellement sur les différentes présentations qui ont eu lieu durant ces deux journées et ne rapporte qu'à la marge la participation très riche du public et les discussions nourries qui ont suivi les différentes interventions, dans un climat propice à l'échange entre les disciplines. S'agissant des contenus, ce document propose un aperçu faisant ressortir quelques points centraux, sans toutefois prétendre restituer de manière exhaustive la richesse des questions abordées.

Mercredi 08.02.2023, Matinée : Cadrage et définitions de la transformation socio-écologique

La première demi-journée visait à poser le cadre des discussions et créer une base de compréhension commune s'agissant des éléments transversaux à l'ensemble des thématiques abordées. Ont été abordés en particulier le cadrage et le choix de la notion de transformation, le diagnostic de non-durabilité de notre système socio-économique et les transformations à y apporter pour atteindre les objectifs de durabilité (Julia Steinberger), ainsi que l'état de l'art de la recherche sur la transformation (Derk Loorbarch).

les mots de bienvenue du Recteur

Cette demi-journée a été introduite par les mots de bienvenue de **Frédéric Herman** (Recteur de l'UNIL), qui a souligné le caractère prioritaire de la thématique pour l'UNIL. Il a donc encouragé la réflexion tant sur des thématiques de recherche qui s'y inscrivent, que sur la manière de faire de la recherche. A sa suite, **Augustin Fragnière** et **Dunia Brunner** (CCD, UNIL) ont consacré une vingtaine de minutes à rappeler les objectifs du colloque et le cadrage adopté (cf. ci-dessus – intro).

Les conférences

Transformations systémiques pour vivre bien à l'intérieur des limites planétaires

Dans sa conférence intitulée « *Transformations systémiques pour vivre bien à l'intérieur des limites planétaires : bases scientifiques et pistes d'action* », **Julia Steinberger** (FGSE, UNIL) a mis en évidence l'interconnexion des crises socio-écologiques auxquelles la société est confrontée, et les ordres de grandeur de la réduction de l'impact anthropique nécessaire pour permettre aux systèmes terrestres de ne pas trop s'éloigner de l'état d'équilibre et de stabilité propice à la survie de l'humain sur Terre (limites planétaires). Elle a insisté sur l'urgence de passer des constats, en partie déjà posés depuis une cinquantaine d'années (cf. « The Limits to Growth, 1972), à l'action. Dans ce cadre, elle a



© Fabrice Ducrest/UNIL

rappelé le poids des stratégies de résistance au changement déployées par les industries fossiles (notamment la désinformation massive, la participation aux COPs, le lobbyisme, etc.) : il n'y aurait donc pas lieu d'attendre une solution qui viendrait « du haut ». Dans ce cadre, elle a insisté sur la responsabilité des chercheuses et chercheurs à s'engager pour mieux informer la population. Elle a donné des pistes de recherche pour une transformation visant à rentrer dans le Donut : modéliser et explorer les futurs, encourager les facteurs socio-économiques favorables pour vivre avec moins (p. ex. développer les services publics, réduire les inégalités salariales, assurer la participation démocratique, etc.), adapter la formation des économistes orthodoxes pour qu'elle admette des propositions alternatives.

Sustainability transitions research: state of the art and the way forward

La matinée s'est terminé par la conférence (en visioconférence) de **Derk Loorbach** (Erasmus University Rotterdam, Drift Institute) intitulée *« Sustainability transitions research: state of the art and the way forward »*, qui a fait part de son expérience issue de 25 années de recherches sur la transition. Il a présenté et richement illustré la théorie des systèmes complexes et des transitions sociotechniques, et insisté sur la nécessité de parvenir à une transformation à l'échelle du *régime*, concept clé qui décrit les modes dominants de faire, de penser et d'organiser dans un système donné. Selon cette théorie, tout régime tend à s'enrayer dans l'optimisation et finit par subir des déstabilisations débouchant sur une période de chaos, puis un effondrement, laissant la place à des alternatives de niche émergentes de se développer pour s'institutionnaliser, moyennant des investissements. Aujourd'hui, les pressions sur le système sont palpables et les alternatives émergentes nombreuses. Mais ce n'est qu'*ex post* qu'il sera possible de qualifier la phase que nous sommes en train de vivre. Derk Loorbach a également mis en lumière certains écueils communs au changement : la saisine du problème par le politique, en donnant l'illusion que le problème est pris en charge, peut retarder l'action (*implementation illusion*) ; la tendance, pour minimiser les risques, à la reproduction des logiques qui ont créé le risque (*risk paradox*) ; l'espoir placé en une innovation salvatrice (*innovation trap*) ; le manque d'imagination pour se détacher du connu (*imagination deficit*). Quant aux leviers pouvant soutenir la transformation, il a mentionné notamment la création d'un narratif transformatif, la création d'espaces pour expérimenter et rendre la transformation plus pratique, le développement d'une recherche et d'une éducation transformatives, et le besoin de rendre les alternatives déjà existantes attrayantes et accessibles.

Mercredi 08.02.2023, Après-midi : Individus et normes sociales

Cette demi-journée était consacrée à la réflexion au sujet des recherches sur la transformation portant sur la sphère d'action des individus et des normes sociales.

La conférence de l'après-midi

Elle a été introduite par une conférence (en visio) de la psychologue sociale **Linda Steg** (University of Gronigen), intitulée *« Understanding sustainable behaviour »*. La chercheuse a présenté 4 types de valeurs susceptibles d'expliquer le comportement pro-environnemental (ou non) des individus et la manière

Understanding sustainable behaviour

dont ils perçoivent et traitent l'information. D'un côté, les valeurs hédoniques, visant à maximiser le plaisir, ainsi qu'à limiter l'effort et la souffrance, de même que les valeurs égoïstes liées à l'argent et au statut, sont moins à même, dans les conditions actuelles, de motiver un comportement durable, même chez des personnes bien informées. De l'autre, les valeurs altruistes et biosphériques, qui poussent à se soucier du bien-être d'autrui (humain et non-humain, nature, environnement), ont tendance à pousser les individus à s'engager pour un système socio-économique plus durable. Agir positivement pour l'environnement ou autrui a d'ailleurs tendance à créer un sentiment de bien-être, dont l'anticipation peut créer une motivation supplémentaire à l'action. Encourager les individus moins motivés à adopter un comportement « pro-environnemental » peut passer par la mise en évidence et la valorisation des comportements vertueux qu'ils adoptent déjà, de même que par leur intégration dans des initiatives collectives. En outre, les normes sociales et la volonté d'être perçu positivement par autrui (p. ex. les collègues) aident à se mobiliser. Évidemment, les options et infrastructures à disposition (p. ex. réseau de transport, restauration collective, etc.) exercent également une influence importante sur le comportement des individus. S'agissant du lien entre niveau de richesse et comportement, les recherches montrent qu'à partir d'un certain seuil où les besoins fondamentaux sont couverts, il n'y a pas de corrélation entre revenu élevé et souci de respecter l'environnement, au contraire. La culture peut être une barrière importante car elle n'est que rarement questionnée, mais elle peut évoluer (p. ex. les cigarettes). En général, les valeurs individuelles changent peu au cours de la vie, elles sont formées dans l'enfance, cependant certaines études montrent que des évolutions sont possibles, en particulier lorsque les individus changent de cadre de vie, de culture, ou accèdent à de nouvelles informations (p. ex. accès à internet).

Les vignettes disciplinaires

La suite de la journée a été consacrée à un état des lieux et perspectives de la recherche sur la transformation dans différentes disciplines.

psychologie sociale

Fabrizio Butera (SSP, UNIL) a introduit son propos en rappelant que la recherche en psychologie sociale depuis près de 70 ans s'était concentrée sur l'étude de l'influence sociale, définie comme la force qui produisait du changement dans les comportements (p. ex. pro-environnementaux). Cette influence s'exerce par différents biais, notamment (i) en donnant des indications sur les valeurs et les normes par un comportement modèle (*modelling*), (ii) par comparaison avec le comportement (prescrit ou effectif) des autres (*normes sociales prescriptives ou descriptives*), et (iii) par la coopération horizontale entre individus d'une part et intergénérationelle d'autre part, soit les effets de socialisation. Le cas de l'influence positive de la coopération intergénérationnelle, étudié dans plusieurs travaux, a été illustré par les résultats d'une étude relative au comportement des joueurs dans un jeu basé sur la tragédie des communs. Fabrizo Butera a encore donné de nombreux autres exemples de recherches qui illustrent cette influence. Quant aux perspectives de recherche, il serait pertinent de s'intéresser aux types d'influence pouvant être produites immédiatement (publiquement, directement) ou de manière différée (de manière privée, indirectement). Ont été évoqué à cet égard, les phénomènes de la complaisance (p. ex. *green-washing*, effet-rebond) qui donne l'impression de changements im-


© Fabrice Ducrest/UNIL

médiats, mais qui n'ont aucune permanence, ainsi que celui de la conversion, généralement produit par des minorités actives, des mouvements sociaux, etc. dont les actions, parfois conflictuelles, ont un impact différé.

sociologie

Laurence Kaufmann (SSP, UNIL) a proposé un état des lieux des recherches en sociologie, distinguant trois types d'approche pour étudier les normes sociales, toutes pertinentes en fonction des normes considérées (valeurs ; récits ; conventions) : (i) comme poteaux indicateurs que l'acteur stratégique suit pour de bonnes raisons, (ii) comme ressources d'interprétation pour les humains, « animaux auto-interprétants » et (iii) comme structures implémentées dans nos modes de vie et nos visions du monde. Elle a rappelé que ce qui reliait les individus aux normes sociales étaient les collectifs (p. ex. foules, publics, communauté d'appartenances) d'une part, et les pratiques établies (p. ex. rituels, habitudes) d'autre part. Elle a mentionné les recherches actuelles à l'UNIL portant sur (i) le poids des discours et récits (médiatiques, politiques ou fictionnels), (ii) le rôle des émotions collectives dans les transformations de normes, ainsi que (iii) l'influence des mutations de l'espace public contemporain. S'agissant des perspectives de recherche, elle a mentionné des thématiques telles que : le mode de présence des normes dans l'esprit de chacun et son éventuel caractère stratifié (présuppositions, représentations sociales et culturelles, « croyances »), la théorie « Exit [i.e. battre en retraite dans sa vie privée – se désinvestir], Voice [i.e. revendications collectives] ou *Loyalty* [i.e. loyauté du suiveur] », l'attention à porter aux « pièges à pensée ou éléments de langage » (p. ex. pouvoir d'achat, décroissance, etc.), aux contre-récits, et à l'importance des dispositifs (être disposé à : dispositions socio-psychologiques, agencement de places et prises d'action).

Jérôme Meizoz (Lettres, UNIL) a amené un éclairage sur l'apport des lettres et de leurs méthodes dans les recherches sur la transformation. Il a rappelé que les « lettres » représentent 21 disciplines à l'UNIL : on peut s'intéresser à la

lettres

littérature et aux arts (p. ex. écocritique et écopoétique), à l'histoire du climat et des politiques environnementales, à la philosophie des sciences, etc. Pour sa vignette, il a choisi les « arts du récit » comme axe de recherche significatif. Il a rappelé ce qu'était un récit (i.e. représentation d'une suite d'actions accomplies dans une cadre spatio-temporel donné et énoncé par une voix qui raconte en général ce qui ne se passe pas comme prévu), son universalité (le récit commence avec l'humanité) et son rôle visant à fixer, ordonner et transmettre des représentations du monde. Il a ensuite invité à s'interroger sur les critères des récits à même de susciter la volonté, la nuance et la réflexion nécessaires à la transformation, ainsi que sur la question de « qui a le pouvoir de les formuler et les diffuser » ? En d'autres termes, il a insisté sur les possibilités (i) d'adoption d'un point de vue « pragmatiste » sur le récit comme dispositif pour investiguer les problèmes publics et éventuellement les réarticuler et (ii) d'usage politique ou instrumental du récit (« *storytelling* »).

sciences de la santé

Nicolas Senn (FBM, UNIL) a présenté un état des lieux des recherches sur la transformation en lien avec la santé, peu nombreuses, qui consistent principalement en un diagnostic de l'état actuel et des prises de position essentiellement focalisées sur le « verdissement des chaînes d'approvisionnement » et des modélisations de l'impact sanitaire de la transformation (p. ex. en quoi l'impact de la stratégie environnementale net zéro est positif pour la santé). Il a ensuite souligné les contraintes pesant sur le système de santé suisse, susceptibles de freiner ou bloquer la transformation socio-écologique : (i) l'amélioration de l'efficacité environnementale qui, bien que nécessaire, est insuffisante, (ii) l'influence des caractéristiques de gouvernance des systèmes de santé et (iii) la complexité liée à la coordination multi-niveau des plans stratégiques nationaux. Il a rappelé que le système de santé était encastré dans un régime dominant productiviste, dont il reprenait tous les paramètres, alors que la transformation exigerait qu'il bascule vers un bassin d'attraction alternatif dont les paramètres diffèrent (p. ex. décroissance, initiatives de transition, écovillages, médecines traditionnelles, culture et religion, repenser la mort, les rituels, approches holistiques, etc.). Enfin, il a évoqué des pistes de recherche pour la transformation sociale et écologique des services de santé, notamment : la santé comme levier de la transformation sociale et écologique, repenser la définition de la santé à l'aide de différentes approches (théorie du *Care*, approche par les cobénéfices, perspective interdisciplinaire, responsabilité socio-environnementale des services de santé). Le tabou de poser des limites supérieures à la consommation de soins a été évoqué dans les discussions.

Les tables-rondes

normes sociales

Finalement, cet après-midi s'est conclu par deux **tables-rondes** de 45 minutes chacune, visant à amorcer une discussion interdisciplinaire. La première table-ronde, consacrée aux normes sociales, a réuni Marlyne Sahakian (Université de Genève), Jean-Paul Engélibert (Université Bordeaux Montaigne), Véronique Boillet (FDCA, UNIL) et Nicola Banwell (FTSR, CIRE, UNIL). **Marlyne Sahakian** a souligné le pouvoir des normes sociales implicites sur les pratiques et les avantages de la recherche par l'expérimentation pour les modifier (« *Living Labs* »). **Jean-Paul Engélibert** a rappelé trois « effets » des fictions : tout d'abord spéculer (répondre à « et si… », imaginer le pas encore possible), ensuite entrer en empathie avec d'autres sujets et enfin suggérer non seulement

des idées mais aussi et surtout des affects. **Nicola Banwell** a notamment insisté sur la transformation des valeurs comme leviers profonds de changement systémique et l'importance de prendre en compte le pluralisme des idées sur la durabilité pour transcender le conflit. Enfin, **Véronique Boillet** a mis en lumière l'influence des normes juridiques sur les normes sociales et vice-versa, et insisté sur le fait que le système judiciaire actuel était orienté sur l'individu et non le collectif, ce qui appelle une nouvelle interprétation de certains concepts juridiques, voire à les repenser complètement au regard des enjeux de transformation qui s'imposent (p. ex. libertés, garantie de la propriété, etc.).

comportements individuels et collectifs

La seconde table-ronde, consacrée aux comportements individuels et collectifs, a réuni Laurie Marrauld (EHESP Rennes), Karine Weiss (Université de Nîmes), Hervé Rayner (SSP, UNIL) et Patrick Rérat (FGSE, UNIL). **Karine Weiss** a évoqué l'intérêt de dépasser les approches habituelles de son domaine de recherche, la psychologie sociale, souvent centrées sur les liens entre attitudes individuelles, valeurs et comportements, pour plus se focaliser sur les changements de comportements collectifs. Elle a évoqué le besoin de recherches sur la relation entre l'environnement et la personne et/ou communauté locale, le désengagement moral, les émotions liées aux poly-crises, etc. **Laurie Marrault** a parlé de la nécessaire transformation du milieu de la santé (atténuation de l'impact, adaptation des systèmes, repenser la médecine et le soin) et insisté sur le besoin de décloisonner fortement les disciplines. Elle estime que les choses avanceront lorsque l'écologie sera devenue une norme sociale. **Patrick Rérat**, qui a spécialement travaillé sur la mobilité à vélo, a rappelé l'importance des infrastructures et du territoire (repenser la planification) pour soutenir la transformation des comportements (transformer les normes sociales). En s'intéressant à cet objet, on fait émerger des conflits liés au système dominant. **Hervé Rayner** a évoqué entre autres l'intérêt de dépasser l'étude des phénomènes en termes de cause et effet linéaires, pour penser


© Fabrice Ducrest/UNIL

en termes d'émergence et de boucles de rétroaction : ceci permet notamment d'observer les comportements comme s'inscrivant dans une certaine mesure dans ces boucles, se reflétant comme des jeux de miroirs, le comportement de l'un·e s'adaptant en fonction des signaux renvoyés par les interlocuteurs (et la société), si bien que les normes peuvent évoluer de manière émergente et non linéaire.

Jeudi 09.02.2023, Matinée : Politiques et institutions

La conférence

Cette demi-journée était consacrée à la réflexion au sujet des recherches sur la transformation portant sur la sphère d'action des politiques et des institutions.

Les dynamiques sociétales de la transformation écologique allemande

En ouverture, **Stefan C. Aykut** (Université de Hambourg) a présenté par visio-conférence *« Les dynamiques sociétales de la transformation écologique allemande – esquisses d'un cadre analytique »*. Expliquer le manque d'ambition dans les actions et politiques climatiques, et la difficulté à combler l'écart entre les objectifs climatiques et la réduction réelle des émissions (*emissions gap*) est une tâche nécessaire mais difficile. Cela demande de se concentrer sur la dimension sociale de la décarbonation, soit l'engagement en faveur ou contre la protection du climat, et de s'intéresser aux conditions préalables au changement, à savoir la coordination de l'action publique, la « synchronisation des dynamiques de changement transnationales dans différents secteurs » et la création d'un soutien sociétal actif au changement. Son équipe de recherche a développé une approche nouvelle, dite de plausibilité, visant à comprendre la faisabilité des trajectoires de décarbonation. Celle-ci, élaborée en s'intéressant au cas de l'Allemagne, se concentre sur l'analyse interdisciplinaire de 10 *vecteurs sociaux* identifiés : gouvernance globale, initiative transnationale, régulation, actions en justice, activisme et manifestations, consommation, réponse des entreprises, désinvestissement, production de connaissance, journalisme. Ces différents vecteurs contribuent à faire évoluer (ou non) le contexte et le narratif propices à une transformation socio-économique ambitieuse vers une société bas-carbone. Le regard synoptique facilite un état des lieux transversal de ces dynamiques sociales et le regard prospectif permet l'étude de l'évolution plausible de ces vecteurs et leur contribution à la décarbonation globale (approche qualitative jusqu'ici, la quantification étant difficile et peut-être pas nécessairement pertinente). Cette approche ouvre des perspectives de recherche, notamment : se focaliser sur certains processus sociaux pour mieux comprendre les dynamiques de changement, analyser les effets de l'activisme et de l'engagement sociétal, analyser les interactions entre les vecteurs sociaux et les différentes échelles d'actions (global/national/local), cartographier la structure d'opportunité globale pour l'action climatique et analyser la densification de l'agentivité sociétale pour le climat.

Les vignettes disciplinaires

La suite de la matinée a été consacrée à un état des lieux et perspectives de la recherche sur la transformation dans différentes disciplines.

Thierry Largey (FDCA, UNIL) a abordé les enjeux de recherche sur la trans-

droit

formation dans le domaine du droit. Il a évoqué 4 domaines principaux à étudier pour que le droit puisse mieux servir la transformation : i) améliorer son efficacité (i.e. capacité de la loi à produire les effets désirés) et son effectivité (i.e. capacité de la règle de droit à orienter le comportement) : dans quelle mesure une règle de droit est-elle mise en œuvre ? Quelles sanctions ?, ii) renforcer la cohérence juridique pour éviter les contradictions entre les différentes règles ou politiques publiques ; à cet égard, il a suggéré de s'inspirer du régime européen, qui travaille par paquets, de manière intersectorielle, iii) s'intéresser à la gouvernance de la transformation (rôle du citoyen dans l'élaboration de la loi ou ses instruments d'application, et iv) faire évoluer la justiciabilité environnementale. En outre, les discussions ont fait ressortir l'intérêt de faire évoluer une approche juridique – et un système législatif - principalement fondée sur la protection des intérêts individuels, vers une approche qui s'intéresse au bien-être collectif et à l'intérêt public (lequel pourrait être redéfini).

sciences politiques

Stéphane Nahrath (FDCA, UNIL) a introduit sa présentation sur l'apport des sciences politiques à la recherche sur la transformation en rappelant 3 dimensions d'analyse généralement combinées dans l'étude des phénomènes empiriques : *Polity* (étude des systèmes de règles institutionnelles encadrant les processus politiques), *Policy* (étude des processus de politiques publiques) et *Politics* (étude des relations [de pouvoir] entre acteurs). Il a également présenté et exemplifié les principales variables pertinentes, soit (i) les règles institutionnelles, (ii) les (configurations) d'acteurs et (iii) les ressources. S'agissant de l'état des lieux des objets d'étude, il a mentionné la théorie du changement, les choix des instruments, l'évaluation des politiques publiques, les transferts et les diffusions des politiques publiques, la coordination des politiques publiques, l'intégration des politiques publiques, et les espaces fonctionnels de régulation. S'agissant des perspectives de recherche, il a suggéré les pistes (non exhaustives) suivantes : conditions du changement de paradigme vers des politiques de contingentement (formulation et allocation de quotas), interroger le rôle de l'institution de la propriété privée et des communs, s'intéresser à la coordination pour éviter des conflits entre différentes dimensions de la durabilité (ex. énergies renouvelables et protection de l'environnement).

relations internationales

Lucile Maertens (SSP, UNIL) a ensuite proposé un état des lieux des recherches dans la discipline des relations internationales. Elle a fait état des grandes thématiques autour desquelles la recherche se concentre : i) changement et continuité dans l'ordre mondial (crises et changements, ruptures et transformations sur le temps long vs. continuité et reproduction du système), ii) gouverner les transformations (qu'est-ce qui fait qu'un problème devient un problème public mondial ? – cadrage et effets transformateurs des normes internationales, arrangements institutionnels, de gouvernance, etc.) et iii) espaces et acteur·ice·s des transformations (multilatéralisme, négociation et coopération, multiplication des arènes et des parties prenantes). Elle a proposé un aperçu des recherches déjà menées dans ce domaine à l'UNIL, ajoutant que dans la mesure où la transformation était également pensée dans les intersections, il y avait lieu de s'intéresser aux travaux portant notamment sur la transformation du monde du travail, les perspectives postcoloniales ou les questions de genre. Quant aux perspectives de recherches futures, elle a mentionné trois grands axes : i) questionner le rapport science(s)-politique, ii) penser les problèmes des solutions (p. ex. réfléchir aux effets trans-sectoriels décalés dans l'espace et le temps exige

de décloisonner l'étude des politiques environnementales) et iii) interroger les priorités dans un monde fragmenté (exige d'articuler le court et long terme).

Les tables-rondes

démocratie et institutions

La matinée s'est terminée par **deux tables-rondes interdisciplinaires** de 45 minutes chacune. La première table-ronde, une discussion autour de la démocratie et des institutions, a réuni Charlotte Halpern (Sciences Po, CEE), Kari De Pryck (Université de Genève), Stéfanie Prezioso (SSP, UNIL) et Jean-Christophe Graz (SSP, UNIL). **Charlotte Halpern** a relevé que la manière de s'interroger sur l'étude des transformations environnementales en contexte démocratique est trop souvent déconnectée du fonctionnement ordinaire des systèmes politiques et ce faisant, ne permet pas toujours de penser leurs évolutions; ainsi, pour prendre en compte la dimension fondamentalement politique de la transformation, cela implique également d'être prêts à repenser les paradigmes et caractéristiques des systèmes démocratiques. Dans ses recherches, elle s'intéresse en particulier à deux aspects : la redistribution (entre les territoires) et le multi-niveau (niche, local, régional, national, international), et la manière dont le politique, dans ses différentes dimensions, peut être pensé comme un puissant vecteur de transformation. **Stéfanie Prezioso** a notamment relevé la lenteur des outils démocratiques et des institutions politiques existantes, qui demandent à réfléchir aux instruments concrets et aux forces des mobilisations sociales susceptibles d'accélérer la transformation. Elle a également rappelé le rôle de l'étude de l'histoire pour penser les moments de basculement, qui montre comment ces tournants, capables d'ouvrir des perspectives de changement, sont souvent liés à des bouleversement politiques ou des guerres. **Jean-Christophe Graz** a rappelé la multiscalarité de l'économie politique et le fait que le local était nécessairement impliqué dans le global, qui va avoir une influence, même lorsqu'il est ignoré ; il a également relevé l'enchevêtrement complexe des instruments régissant les influences et les flux dans les différents niveaux de gouvernance, et le continuum entre règles privées (ex. normes ISO) et traités publics. Enfin, **Kari De Pryck**, qui s'est intéressée aux travaux du GIEC et à la production de l'expertise scientifique dans ce cadre, a insisté sur le besoin de recherches et d'approches inter- et transdisciplinaires pour produire des connaissances utiles à la décision, de même que sur l'adoption d'une perspective réflexive et critique intégrant que la science n'est pas neutre, ni la manière dont on pense un problème.

politiques publiques et instruments d'action

La deuxième table-ronde, portant sur le thème des politiques publiques et instruments d'action, a réuni Charles Hubert-Born (Université Catholique de Louvain), Valérie Boisvert (FGSE, UNIL), ainsi que Camille Perrier-Depeursinge (FDCA, UNIL). **Charles-Hubert Born** a insisté sur la nécessité d'intégrer la dimension territoriale de la transformation dans la recherche. En permettant la déclinaison des limites planétaires à l'échelle des territoires, cette dimension présente des instruments déjà existants (permis, plans, contingentements etc.). Elle offre la possibilité d'inclure les habitantes et habitants dans la co-construction de la planification spatiale et écologique, qui peut être pensée sur le temps long et des espaces étendus. Par ailleurs, les territoires sont donnés, ancrés dans le réel, si bien que la prise en compte de cette dimension permet de très rapidement identifier les blocages institutionnels, fonciers, etc. **Camille Perrier Depeursinge** a souligné la faiblesse et les lacunes du droit pénal de l'environne-

ment en Suisse et indiqué des pistes pour y remédier, notamment la conception de nouvelles dispositions, la réforme des normes existantes et l'éducation des autorités de poursuite à la criminalité environnementale. En se fondant sur le constat d'échec du régime international de protection de la biodiversité (les instruments internationaux et leur déclinaison nationale ne fonctionnant pas), **Valérie Boisvert** a soulevé le besoin de spatialiser et contextualiser la question de la biodiversité pour comprendre pourquoi les objectifs posés ne sont pas atteints et a exposé les limites des indicateurs quantitatifs de mesure de la biodiversité, tout comme celles d'une approche économique des services écosystémiques dans ce cadre. Charles-Hubert Born a encore mentionné l'intérêt de développer une « analyse écologique du droit » et l'importance d'une approche inter- ou transdisciplinaire dans la recherche en droit.

Cette dernière demi-journée était consacrée à la réflexion relative aux recherches sur la transformation portant sur les sphères d'action de l'économie et du territoire.

Jeudi 09.02.2023, Après-midi : Économie et territoire

La conférence

Quelles responsabilités climatiques face à l'(in-)acceptabilité sociale des efforts de transition ?

Elle a été ouverte par la conférence (en visio) de **Christian Gollier** (Toulouse School of Economics), intitulée *« Quelles responsabilités climatiques face à l'(in-)acceptabilité sociale des efforts de transition ? »*. Le conférencier a présenté un état des lieux des approches classiques mobilisées par les sciences économiques pour qualifier les enjeux économiques liés au changement climatique. Selon l'approche présentée, la pertinence, tout comme la désirabilité sociale d'une mesure de décarbonation est le résultat d'une approche coût/bénéfice. Il a éga-


© Fabrice Ducrest/UNIL

lement présenté des réflexions sur les instruments économiques classiques que sont les mécanismes de quotas (« *command-and-control* »), ainsi que les instruments fiscaux (taxes carbone). Christian Gollier a également appelé à renforcer la collaboration entre disciplines et souligné que le cloisonnement des sciences économiques était tributaire de l'évaluation de la productivité des chercheuses et chercheurs en fonction des articles publiés dans des revues très disciplinaires. Dans les discussions avec le public, les incertitudes liées à l'utilisation d'un taux d'actualisation social, qui présuppose non seulement qu'une fonction théorique de bien-être social déterminée aujourd'hui reste valable pour les générations futures, mais aussi que les générations futures seront plus riches que la génération actuelle (ce qui, du point de vue des sciences de l'environnement, est largement improbable) ont été évoquées, tout comme ses limites éthiques intrinsèques (toute vie humaine se vaut, si bien que le concept d'actualisation ne fait pas sens).

Les vignettes disciplinaires

économie et finance

La première « vignette disciplinaire », proposée par **Eric Jondeau** (HEC, UNIL), a offert un état des lieux des liens entre la transformation vers une société bas-carbone et l'économie (la macroéconomie - qui permet de s'intéresser aux politiques gouvernementales impactant le fonctionnement du système économique en vue de la transformation), respectivement la finance (qui permet de s'intéresser à la redirection des flux financiers vers des activités décarbonées). Selon lui, si l'économie est largement responsable de la crise climatique, elle pourrait toutefois jouer un rôle clé pour réussir la transformation. Faisant écho aux propos de Christian Gollier, il a relevé le cloisonnement disciplinaire très fort (p. ex. publications sur des sujets écologiques dans les principales revues d'économie et de finance quasi inexistantes - 57/77'000 [climat], et 11/47'000 [biodiversité]) ; il a par ailleurs souligné qu'une approche coût-bénéfice était nécessairement réductrice, mais que le calcul économique demeurait une aide importante à la décision, au moins dans le fonctionnement socio-économique actuel. Du point de vue macro-économique, il a rappelé les instruments principaux à disposition de l'État, lorsqu'il prend des décisions visant une société plus durable : recettes (taxe carbone – pollueur-payeur) et dépenses (subventions possibles à différents niveaux). Dans ce cadre, la modélisation économique permet p. ex. de déterminer le niveau de la taxe carbone adéquate en vue de l'objectif visé ou la meilleure utilisation des recettes de cette taxe pour accélérer la transition. Côté finance, qui distingue les risques physiques (coûts économiques et pertes financières dues à la modification du climat) et ceux de transition (que se passe-t-il si on va trop vite dans la transformation ?), ce sont les seconds dont la gestion est la plus préoccupante : ils représentent un risque systémique majeur dans le cas d'une transition « trop rapide » vers une économie bas carbone (une grande partie des réserves de combustibles fossiles se transformant en « actifs bloqués »). Il a encore évoqué les mécanismes de la finance verte et les facteurs influant sur les décisions d'investissement (stratégies d'exclusion du portefeuille vs. engagement actionnarial). L'ensemble des éléments évoqués sont autant de pistes de recherche.

Heidi Strebel (HEC, UNIL) a proposé une vignette relative à la recherche sur la transformation dans le domaine du management et des modèles d'affaires, en trois points principaux. 1) La transformation exige un changement

management et modèles d'affaires

profond dans de nombreuses organisations (entreprises privées de toutes les tailles, mais aussi institutions publiques et fédérations), à plusieurs niveaux : il peut s'agir de revoir la raison d'être, la mission, la stratégie, la forme de la hiérarchie, les pratiques institutionnelles, les habitudes quotidiennes, les relations de pouvoir, etc. Selon elle, les recherches sur ces questions sont suffisantes, mais manquent de traduction et de relais auprès des non-académiques, d'où l'importance d'encourager des recherches inter- et transdisciplinaires. 2) La recherche constate un décalage important entre les discours des entreprises et institutions et leurs actions, respectivement leur impact ; il manque des études de terrain au sein des entreprises pour expliquer et régler ce phénomène. 3) Le processus de mise en œuvre détaillé du changement radical au sein des organisations mériterait d'être mieux étudié, bien qu'il existe des pistes de réflexions théoriques (de l'extractivisme vers une économie régénératrice, la gouvernance horizontale des PME, l'auto-gérance par les travailleuses et travailleurs, la juste taille d'une entreprise, les réflexions sur l'éco-localisme, etc.).

économie territoriale et régionale

Leïla Kebir (FGSE, UNIL) nous a offert la dernière vignette du colloque, portant sur l'économie territoriale et régionale (qui convoque le territoire en amont dans la réflexion économique, plutôt qu'au stade de la mise en œuvre de mesures). L'économie régionale, développée en réaction aux disparités régionales, s'intéresse plutôt à la relation entre les processus économiques et l'espace ; alors que l'économie territoriale, développée en réaction à la crise profonde de l'économie orthodoxe, s'intéresse aux processus de développement endogènes qui s'appuient sur la communauté locale. Pour s'intéresser à la transformation, elle a évoqué les *Transition Studies*, qui offrent un cadre d'analyse et des outils (p. ex. « *multi-level perspective* » ou le métabolisme social) et la *Geography of Sustainable Transitions*, qui permet de dépasser le cadrage national. S'agissant de perspectives de recherche, elle a mentionné la nécessité d'identifier et de définir de nouveaux modèles permettant de dépasser la seule vision productiviste de l'innovation, comme par exemple les travaux sur les *milieux valuateurs* ou les *Growth independent innovations*, et enfin l'étude des communs pour repenser le modèle économique.

Les tables-rondes

système économique et modèles d'affaires

Cette dernière demi-journée du colloque s'est terminée par deux tables-rondes interdisciplinaires de 45 minutes chacune. La **première table-ronde**, portant sur une discussion autour du système économique et des modèles d'affaires a réuni Philippe Thalmann (EPFL), Marc Chesney (Université de Zurich), Estefania Amer Maistriau (HEC, UNIL) et Thomas David (SSP, UNIL). **Marc Chesney** a insisté sur l'échec de l'économie actuelle et de ses instruments pour réguler la question climatique : selon lui, une déconstruction des concepts et du paradigme économique dominant est nécessaire, qui devrait aussi se répercuter dans une modification profonde de l'enseignement en économie. Il a également insisté sur l'insuffisance des critères ESG dans le domaine de la finance durable, la tendance généralisée au « *greenwashing* », et souligné que la croissance ne bénéficiait qu'à une minorité restreinte, en raison des inégalités massives dans la création de richesses. **Philippe Thalmann** a rappelé que les recherches en économie du climat initiées par Nordhaus dans les années 70 (visant à déterminer l'augmentation de température « optimale » du point de vue économique) ont fait perdre beaucoup de temps ; néanmoins ce sont au-


© Fabrice Ducrest/UNIL

jourd'hui encore des arguments relatifs aux coûts de l'inaction qui intéressent les autorités publiques, pour les comparer aux coûts du changement. Il a également évoqué l'importance de renverser l'idée selon laquelle la main d'œuvre est là pour alimenter la machine économique alors que ça devrait être l'inverse, l'économie doit être mise au service des besoins du développement humain. **Estefania Amer Maistriau** a évoqué quelques perspectives dans la transformation des entreprises elles-mêmes (« *Social provisioning* », besoin d'études de terrain avec des praticiennes et practiciens de manière transdisciplinaire, valoriser des compétences clés pour la durabilité [p. ex. pensée systémique, travail interdisciplinaire, etc.]) et indiqué que la transformation serait le résultat d'une combinaison de changements à plusieurs niveaux, soit par des systèmes de pression venant du haut, comme l'adaptation de la régulation au niveau macro, mais aussi par le bas, avec des organisations montrant des manières de faire différentes. Enfin, **Thomas David** a rappelé l'intérêt de la perspective historique pour (i) comprendre l'origine des concepts et idées (p. ex. le paradigme de la voiture individuelle résulte de choix politiques réfléchis et agencés, notamment influencés par l'industrie, avec des conséquences en termes d'infrastructures et de consommation) et (ii) apporter des pistes sur les modalités de changement (ou de non-changement). Il a souligné à cet égard que pour faire advenir un changement, il fallait des alternatives (possibilisme, récits alternatifs), dont le succès ou l'échec dépendait des rapports de forces au sein de la société. L'approche historique permet de créer une interdisciplinarité dans les débats, dont les principaux obstacles – remédiables – sont : le vocabulaire (définition des concepts), l'organisation de la recherche, qui diffère beaucoup entre disciplines, et enfin le choix d'enjeux qui permettent non seulement un travail commun, mais aussi de nourrir la réflexion dans chacune des disciplines.

Finalement, pour conclure le colloque, la **deuxième table-ronde** intitulée « Économie, énergie et flux de matière » a fait dialoguer Yamina Saheb (Ope-

économie, énergie et flux de matière

nExp, Paris), Alban Pellegris (Université de Rennes 2), Christian Arnsperger (FGSE, UNIL) et Nils Moussu (FGSE, UNIL). Un découplage absolu n'ayant jamais été observé au niveau mondial, **Alban Pellegris**, a souligné deux attitudes possibles : soit miser uniquement sur le progrès technique, soit chercher à réduire notre empreinte prioritairement par d'autres biais. S'intéressant à la seconde, il a évoqué trois grandes pistes de recherche : 1) identifier et réfléchir à la transformation des éléments et institutions qui verrouillent la société dans un impératif de croissance, notamment : la monnaie portant intérêt (implique-t-elle nécessairement la croissance ?), l'emploi (garantie de l'emploi dans un monde ou le PIB stagne ou baisse ? baisse du temps de travail ?), la protection sociale (financement des retraites et assurances sociales ?), 2) se questionner sur la répartition de l'effort (qui doit porter le coût de la transition, comment gérer les actifs échoués ?) et 3) se questionner sur l'évolution des prix de certains biens dans un monde moins intensif en carbone et en lien avec cela, sur les instruments à déployer (faut-il continuer à faire confiance au marché, tandis que la planification est également un outil intéressant ?). **Christian Arnsperger** a insisté sur la nécessité d'une décroissance des flux de matière, indépendamment de l'indicateur utilisé et a évoqué la tendance réductionniste d'utiliser le calcul économique pour expliquer des phénomènes (p. ex. la (dé) croissance), qui peuvent également être saisis de manière inter- voir adisciplinaire. Selon l'éclairage qu'il a apporté à partir de l'économie existentielle, la décroissance est bloquée par les ressorts du capitalisme qui favorisent un déni de la finitude inhérente à notre humanité par la consommation extérieure (accumulation de richesses) plutôt que la transition intérieure. **Yamina Saheb** a expliqué que le mot *sobriété* a été plus porteur politiquement que celui de *décroissance*, au moins dans le contexte français. Elle a également souligné la nécessité, pour aller vers la transformation, de modifier le cadre et les outils avec lesquels on pense la transformation, dans la mesure où ce sont ceux-ci mêmes qui ont conduit à la non-durabilité actuelle. Elle a également posé la question des notions utilisées : peut-être que *transition* et *transformation* sont trop limitantes face à l'ampleur de la catastrophe, qui nécessite une véritable métamorphose. **Nils Moussu** a souligné que des objectifs fixés en termes d'empreinte matérielle permettaient de dépasser une vision trop restreinte de la transformation se résumant au changement climatique, lui-même souvent limité aux émissions territoriales. Il a évoqué l'intérêt à utiliser les matériaux comme entrées pour une approche interdisciplinaire : chercher à mettre en œuvre des changements concrets dans les filières (p. ex. réutilisation du verre) fait rapidement émerger un ensemble de blocages culturels, institutionnels et juridiques qui représentent un terrain empirique intéressant pour comprendre le (non-)changement. Nils Moussu a également suggéré de s'intéresser à des instruments souvent tabous ou mal-aimés dans le monde politique, tels que les quotas et les contingentements et finalement à interroger la notion de « l'économie suisse » et de son intérêt, qui est souvent présenté dans les discours comme quelque chose de monolithique.